



"Le Gaz Du Levant"

Enjeux Géopolitiques pour la Turquie

Par Idil HALEFOGLU

Dirigé par M. Philippe TAUZIN



Master 212

Promotion 2014-2015

ABRÉVIATIONS

EIA: Energy Information Administration (Etats-Unis)

OPEC: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

USGS : United States Geological Survey

UE: Union Européenne

ZEE : Zone Économique Exclusive

IAE : Agence Internationale de l'énergie

ONU : Organisation des Nations Unies

UNCLOS : Convention des Nations Unies de Droit Maritime

GNL : Gaz Naturel Liquéfié

RTCN : République Turque de Chypre du Nord

OTAN :

SOMMAIRE

ABRÉVIATIONS.....	2
INTRODUCTION	4
I) APPROCHE GEOPOLITIQUE AUX RESSOURCES ENERGETIQUE DE LA MEDITERRANEE ORIENTALE.....	7
1. LE BASSIN DU LEVANT EST-IL VRAIMENT UN NOUVEL ELDORADO ENERGETIQUE ?.....	10
2. QUI SONT LES ACTEURS PRESENTENT DANS LES REGIONS?	12
II) LES ENJEUX QUE PRESENTE LE " GAZ DU LEVANT "	14
1. UN CONFLIT OU UNE OCCASION POUR LA STABILISATION REGIONALE ?	14
2. DIFFERENTS CHEMINS D'EXPORTATION.....	18
a. <i>Le Gazoduc directe vers l'Europe.....</i>	<i>20</i>
b. <i>Turquie en tant que "Hub Énergétique".....</i>	<i>21</i>
III) TURQUIE : UN MARCHÉ ET UN ITINÉRAIRE.....	25
1. <i>Quelle diplomatie énergétique turque en Méditerranée Orientale ?.....</i>	<i>25</i>
2. <i>Le rapprochement Grèce – Chypre - Israël : un danger pour la Turquie ?.....</i>	<i>26</i>
<i>Des défis politiques compliqués.....</i>	<i>28</i>
CONCLUSION - UNE CHANCE POUR UNE PERCEE	28
ANNEXES.....	31
BIBLIOGRAPHIE.....	35
WEBOGRAPHIE	36

INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la diversification des sources d'approvisionnement pour le gaz naturel sont devenues prioritaires dans les politiques énergétiques des grandes et moyennes puissances. Malgré l'augmentation des réserves conventionnelles et non-conventionnelles récupérables de gaz naturel, actuellement estimées à 187,1 trillions mètres cubes¹, le marché est marqué par des enjeux politiques et géopolitiques changeants qui peuvent en modifier rapidement les équilibres. Avec 43,7 %² de ces réserves, le Moyen-Orient possède la part la plus importante au monde, d'où des tensions et des conflits nombreux. Dans cette région, la problématique de partage des ressources est devenue primordiale, tant pour les besoins régionaux que pour les besoins internationaux, dans une région qui compte un héritage historique agité et une haute valeur stratégique en matière d'énergie.

Depuis le début du XX^e siècle, ces atouts se sont transformés en sources de conflits car la situation géopolitique de la région est devenue extrêmement complexe, ce qui peut être illustré par le conflit israélo-palestinien. En arrière-plan de ces conflits, l'un des grands enjeux actuels du Proche-Orient est celui des réserves de gaz récemment découvertes en Méditerranée orientale qui, dans ce contexte, ne peuvent qu'exacerber les rivalités internationales dans la région et au-delà de la région.

Le Proche-Orient correspond plus ou moins à ce que fut l'Empire Ottoman (en dehors de ses possessions européennes). Les ressources offshore situées dans le Bassin de Levant pourront permettre l'indépendance énergétique pour certains pays ; la plupart

¹ Fin 2014, Selon le "Statistical Review of Energy World, BP", Juin 2015

² Réserves Prouvées Fin 2014, Selon le "Statistical Review of Energy World, BP", Juin 2015

de ces pays étant petits, à l'exception de la Turquie, la logique économique veut que leur rentabilité repose sur l'exportation vers des pays hors-zone. Mais la zone est située en plein cœur des affrontements politiques et militaires entre Israël, les Territoires Palestiniens, Chypre, la Grèce, le Liban, la Syrie, la Turquie et l'Égypte (cf. Carte 1). Israël et Chypre ont manifesté leurs intérêts pour l'exploitation de ces gisements. Un équilibre viable de gestion de ces ressources suppose de nombreux compromis, une stabilisation politique de la région et donc de nombreux compromis bilatéraux qui, même pour un seul des pays concernés, peuvent avoir des contraintes contradictoires. Parvenir à un équilibre est un exercice périlleux et long mais, sans lui, il y a peu de chances que les investissements nécessaires à l'exploitation des ressources soient pleinement réalisables.



Carte 1 – Carte Méditerranée Orientale, Bassin du Levant

Source : IEA

Dans un premier temps, il est important de faire un état des lieux de la géopolitique de la Méditerranée de l'est (I) afin de mieux comprendre les points de vue et les rapports de force en présence. Nous nous demanderons ensuite si les réserves découvertes sont susceptibles de changer la donne énergétique mondiale et si elles peuvent favoriser l'indépendance énergétique au niveau régional. (1) Nous analyserons les acteurs présents dans la région (2), tout en nous intéressant à leurs forces et à leurs revendications.

Le bassin du levant présente plusieurs enjeux politiques et économiques, en vue des ZEE et des rentabilités. (II). Ils peuvent, suivant les intérêts en présence, provoquer des conflits ou des coopérations (1). Suite à une analyse de l'exploitation des ressources dans la région du Levant, les stratégies possibles pour l'exportation (2) pour les acteurs régionaux seront évaluées.

(III) Même si une coopération à grande échelle est envisageable, un projet commun pour le transport du gaz Est Méditerranéen sur le marché européen est peu vraisemblable sans, au minimum, une coopération avec la Turquie ou, plus probablement, son implication active. Nous aborderons ensuite les défis politiques et les confrontations qui pourraient en résulter (1) Enfin, nous examinerons les menaces et les opportunités principalement pour la Turquie, acteur géopolitique essentiel entre l'Orient et l'Occident, peu impliqué directement dans l'exploitation dans les conditions géopolitiques actuelles mais pays de transit potentiel de l'énergie de la région (2) et pays lui-même soumis à d'importantes tensions intérieures et extérieures.

I) Approche Géopolitique aux ressources énergétique de la Méditerranée Orientale

En ce qui concerne la géopolitique de la Méditerranée orientale, nous nous concentrerons sur l'espace maritime du bassin Levantin. Pendant longtemps, la plupart des pays de la Méditerranée orientale ont fait face à l'absence de ressources et les économies locales ont dû subir la lourde facture énergétique associée à l'importation. Les deux "poids lourds" énergétiques en Méditerranée orientale sont Israël pour ses réserves en gaz offshore, et la Syrie pour celles en pétrole. L'autre acteur maritime majeur est Chypre dont l'économie est tournée vers les services dont la consommation en énergie est faible³.

Le bassin Levantin est encadré par l'île Chypriote⁴ à l'Ouest, la Turquie au Nord, la Syrie, le Liban, Israël, la bande de Gaza à l'est et l'Égypte au Sud. C'est une zone de fortes tensions géopolitiques liées aux problèmes aussi bien intérieurs qu'extérieurs et soumise au terrorisme dans plusieurs pays. Certaines de ces tensions correspondent à d'anciens problèmes : sur le plan extérieur, citons le conflit israélo-palestinien, les tensions au Liban, la division de Chypre ; sur le plan intérieur, même si la distinction est souvent floue, des situations plus ou moins aiguës et récurrentes de guerre civile politico-religieuse. Dans les dernières années, les conflits sont devenus plus violents notamment avec le printemps arabe en Égypte ; la montée de l'État Islamique (Daesh) en Syrie et en Irak, et la montée du terrorisme et des risques aux frontières en Turquie.

³ Théorie de Ricardo, *Principes de l'économie*, 1817

⁴ Chypre et République Turque de Chypre du Nord (non reconnu)

Les découvertes récentes de plusieurs milliards de mètres cube de gaz entre Israël et Chypre permettent à ces pays d'espérer relancer leurs économies mais accroissent les enjeux géostratégiques. Les conflits déjà présents entre les différents pays de la zone se nourrissent de ces ressources convoitées⁵. La non-délimitation des frontières maritimes augmente les tensions et réduit les possibilités d'accords. De plus, la présence du canal de Suez contribue à faire de cette région un espace à haute valeur géopolitique avec des problèmes de sécurité et de puissance détenue par l'Égypte. De nombreux acteurs s'y opposent indirectement, par pays interposés, par le jeu d'alliances ou de soutiens, y compris, pour ne citer qu'eux, les États-Unis et la Russie. Un pays, la Turquie appartient à l'OTAN, un autre, Chypre à l'Union Européenne. Si on élargit la zone, la Grèce appartient aux deux organisations. Israël, même s'il n'appartient à aucune des deux organisations, entretient des liens forts et bien connus avec l'Occident. Dans la reconstitution du Moyen-Orient, après la Première Guerre Mondiale, avec la chute de l'Empire Ottoman, les traités de Lausanne et de Montreux et la période militairement troublée de l'entre deux-guerres, les frontières sont fragiles et contestées dans la mesure où elles ont été dessinées pour servir les intérêts des puissances occidentales plus qu'en fonction des questions identitaires et religieuses. Aucun pays de la zone ne peut réellement se prévaloir de frontières non contestées ou non-contestables : les situations de conflit plus ou moins ouvert sont omniprésentes. On peut donc estimer que, dans l'ensemble, nous avons affaire à des pays relativement neufs. Pour ceux qui nous intéressent, et qui ont une frontière maritime, la question des frontières terrestres se projette sur les espaces maritimes de manière très complexe. Dans la mesure où la zone est relativement exigüe, il n'existe pas

⁵ L'Etat Islamique vend du pétrole contrebande en Syrie

d'eaux libres dans la région. Enfin, plusieurs de ces pays entretiennent des forces armées importantes.



Carte 2- Champs gazières et les ZEE dans la Méditerranée orientale

Source : USGS

1. Le bassin du Levant est-il vraiment un nouvel eldorado énergétique ?

Le terme " Levant " remonte à la fin du XVI^e siècle, se réfère à "la terre où le soleil se lève" et a pris une signification géographique pour dénoter l'Orient/l'Est⁶. Le bassin du Levant est d'une superficie de 83 000 km² à l'est de la Méditerranée, possède des réserves estimées à 1,7 milliard de barils de pétrole, et surtout à 3 452 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz naturel⁷. Le fait que ces réserves représentent environ 1 % des réserves mondiales totales prouvées en gaz naturel, pose deux questions importantes : quels pays pourraient exploiter ces réserves et dans quelles conditions elles seraient partagées ?

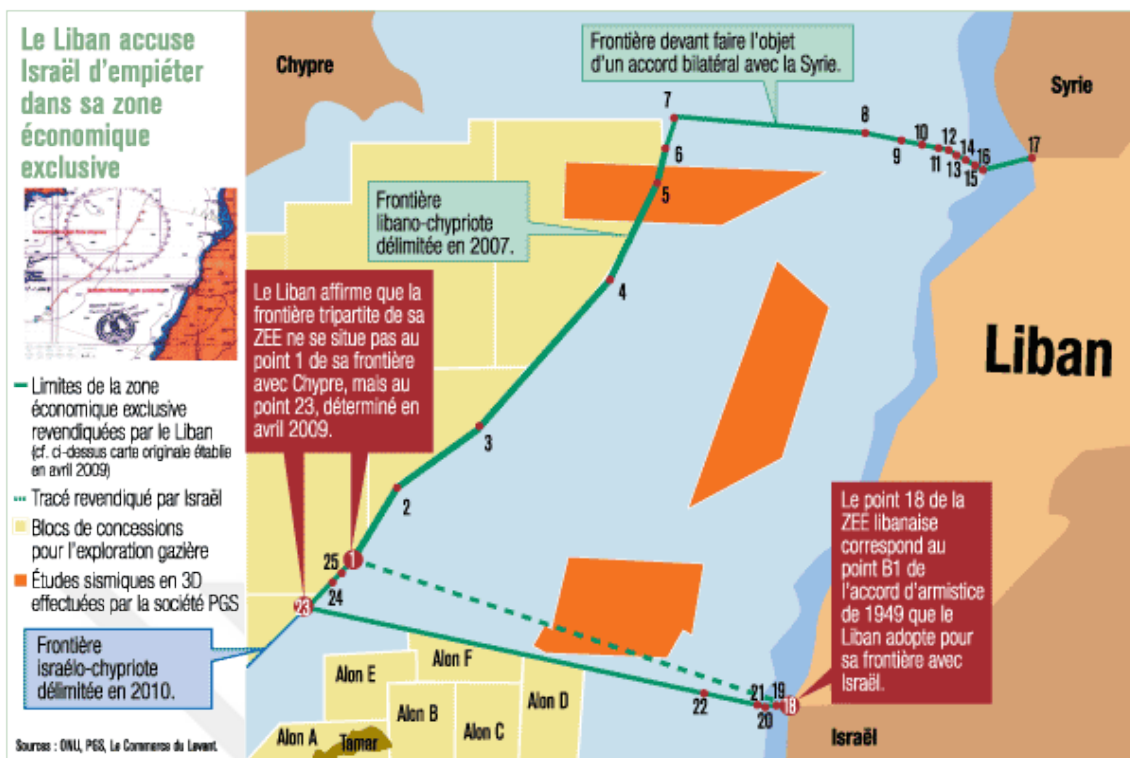
Selon l' US Geological Survey" (*cf. Annexe 1*) les champs gaziers offshore qui se trouvent dans le bassin du Levant sont :

- Israël : le Tamar exploité depuis mars 2013 et le Léviathan estimés à 792 mds m³
- Chypre : le champ gazier Aphrodite estimé à 141 milliards m³
- Liban : champ estimé à 708 milliards m³
- Syrie : 240 milliards m³ découvertes
- Bande de Gaza : un gisement de 28,3 milliards m³ de gaz à 30 km au large de la bande

Dans le prolongement de ces gisements (*cf. Annexe 2*), la possibilité de découvrir d'autres réserves d'énergie a relancé la question de la délimitation des zones économiques exclusives (ZEE) de tous les États riverains.

⁶ Dictionnaire d'Oxford

⁷ Selon l'US Geological Survey



Carte 3 – Le Commerce du Levant

Source: ONU

Selon la Convention des Nations Unies, les frontières maritimes sont généralement fixées par le droit maritime⁸ : chaque pays possède un territoire maritime qui va jusqu'à 19 km au large de ses côtes. Un État côtier peut exploiter les réserves offshore de gaz et de pétrole dans une zone qui s'étend à 370 km de ses côtes⁹. Bien que les pays donnés comme la Turquie ou Israël n'aient pas ratifié la convention, le droit international est toujours appliqué.

Bien que le gisement "Léviathan" découvert récemment se trouve entre Israël et Chypre (*cf. Annexe 1*), qui pourront ainsi assurer leurs approvisionnements, les délimitations sont contestées. L'Égypte, le Liban, la Turquie et la Syrie vont revendiquer des droits sur le bassin. D'après les mêmes critères, il est observable (*cf. Carte 2*) qu'une partie des réserves appartient notamment à l'Autorité Palestinienne.

⁸ D'après UNCLOS, entrée en vigueur en 1994

⁹ Article 55-70, UNCLOS

Durant les dix dernières années, plusieurs accords sur la délimitation de la ZEE ont été négociés, par exemple entre Chypre et l'Égypte qui ont tenté un accord en 2003, accord que la Turquie a contesté auprès de l'ONU. De même, le Liban a contesté un accord entre Chypre et Israël en 2010.¹⁰ (*cf. Annexe 3*)

2. Qui sont les acteurs présentent dans les régions?

Le premier défi des parties sera de mettre les champs en production, mais la stratégie politique et économique à appliquer par différents acteurs sera le défi le plus important. Les acteurs concernés par les découvertes récentes dans le bassin du Levant sont d'une part les pays riverains Israël, Gaza, Chypre, Turquie, Liban, Syrie et l'Égypte, et, d'autre part, l'Union Européenne, spécialement la Grèce. D'autres acteurs étrangers, dont la Russie et les États-Unis sont très intéressés par ces ressources.

L'Israël est les poids lourd de la région, compte tenu de ses politiques et de ses perspectives de développement économique en tant qu'exportateur. L'américain Noble Energy opère déjà dans le champ de Tamar et a annoncé de nouvelles découvertes dans le bassin Levantin en 2010¹¹. Un consortium a été mis en place entre Avner (22,67 %) ; Delek Drilling (22,67 %) ; Ratio Oil Exploration (15 %), Noble Energy (39,66 %). Il faut préciser que Delek et Avner sont détenus par les mêmes mains et que Ratio Oil représente des investisseurs conduits par la Banque d'Israël¹². D'autre part, les Russes sont entrés

¹⁰ Selon: Source : Frontières maritimes. Nations Unies ; Flanders Marine Institute (VLIZ) ;

¹¹ Communiquée de la firme Noble Energy, Houston, 29 décembre 2010.

¹² Israel: Gas, Oil and Trouble in the Levant, Global Research, 2013

en scène avec l'accord de Gazprom pour l'exploitation du GNL dans le Tamar et cherchent de même à acquérir des parts du Léviathan. Israël espère pouvoir débiter l'exploitation en 2017-2018. D'autre part, l'australien Woodside avait en vue un projet de développement du gaz de Léviathan destiné aux marchés asiatique.

Cependant, Israël et Chypre ont signé un accord de coopération militaire puis un contrat pour des projets d'exploration offshore. Ces découvertes, en donnant espoir à l'économie de l'île, ont suscité d'autres possibilités d'accord avec l'Égypte et le Liban, mais ils ont été confrontés à l'opposition de la Turquie. En dépit de tensions avec le voisin turc, la Chypre avait attribué dès 2008 une licence d'exploration à Noble Energy, puis des licences pour l'exploration d'autres blocs à un consortium formé par l'italien ENI et le sud-coréen KOGAS, ainsi qu'au français Total en 2013.¹³

Ce sont les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE et l'accélération des négociations de paix entre le Nord et le Sud qui ont servi les intérêts de Chypre. Avec le ralentissement, voire l'interruption des négociations, les tensions se sont ravivées et la Turquie s'est opposée radicalement aux explorations au détriment de la ZEE de la République Turque de Chypre du Nord.

Par ailleurs, malgré les tensions politiques, le Liban espère pouvoir attribuer des licences d'exploration. Les américains Exxon Mobil et Chevron, l'anglo-hollandais Royal Dutch Shell, Total, le norvégien Statoil, et un consortium formé par la compagnie turque TPAO et Shell ont manifesté leurs intérêts pour prendre une part dans ces activités.

¹³ Journal de guerre, Lemaire & Debroeser

Toutefois, Moscou compte toujours jouer un rôle primordial dans les projets destinés à évacuer le gaz du Levant vers d'autres marchés. Damas a signé un accord avec le russe SoyuzNeftGaz pour ses réserves offshore. La situation est plus compliquée pour la bande de Gaza : L'autorité palestinienne avait déjà signé un accord avec British Gas et son partenaire Consolidated Contractors International Company ¹⁴ . D'autre part, M.Abbas¹⁵ a la volonté d'impliquer Gazprom, mais c'est le Hamas qui détient le pouvoir.

La situation complexe des pays riverains et leurs relations interétatiques sont donc aggravées par la présence des acteurs étrangers puissants comme l'UE et la Russie. On peut donc considérer que même si ces ressources sont insuffisantes pour changer la donne énergétique mondiale, en vue de leurs localisations elles sont suffisamment importantes pour peser sur la géopolitique du Proche-Orient.

II) Les enjeux que présente le " Gaz du Levant "

1. Un Conflit ou une occasion pour la stabilisation régionale ?

En effet, avec 1 % dans la part mondiale, les réserves du bassin Levantin sont situées loin derrière les autres réserves importantes comme l'Iran avec 18 %, la Russie avec 17 % et le Qatar pour 13 % ¹⁶. L'impact potentiel du gaz du Levant sur les marchés énergétiques

¹⁴ CCIC est basée à Athènes et est détenue par deux familles libanaises, Haaretz, October, 2007

¹⁵ Président de l'Autorité palestinienne

¹⁶ Selon "Les clés du Moyen-Orient"

internationaux semble être faible, néanmoins il contraste avec les intérêts politiques dans la région. Les affaires internationales ont été négligées depuis les "Printemps Arabes" (2011), mais la découverte de ces ressources a suscité des contestations entre plusieurs États. Ces rivalités géopolitiques vont de pair avec la militarisation au cours des dernières années.

Avec la découverte de ces gisements, Israël, le Liban et les Palestiniens trouvent une raison supplémentaire de se méfier les uns des autres et s'apprêtent à utiliser des forces militaires afin de s'emparer de ces réserves énergétiques. D'une part, Israël menace d'employer la force au Liban qui a recouru aux Nations Unies pour empêcher l'exploitation israélienne¹⁷. De même, même si ce n'est évidemment pas la seule raison, il ne reconnaît pas l'Autorité palestinienne pour ne pas leur reconnaître des droits sur une part des réserves. D'autre part, la Turquie et la République Turque de Chypre du Nord ont revendiqué leur droit à un gouvernement internationalement reconnu de Chypre. A l'issue de ces tensions, des navires militaires turcs sont descendus au Levant et la Turquie a commandé des nouveaux navires. Cependant, Israël et Chypre se sont emparés de leur côté des nouveaux navires.

Une problématique complexe se pose : Au-delà des intérêts économiques, est-ce que le gaz du Levant va amener les riverains à coopérer ou à combattre ? Qui pourrait en bénéficier, dans la région et au-delà ? Ces exploitations peuvent être une occasion pour tenter de stabiliser cette région historiquement tourmentée ?

¹⁷ Israël attaquera-t-il le Liban pour lui voler son gaz ? », Alfredo Jalife-Rahme, *Réseau Voltaire*, 2010.

Dans une telle atmosphère lourde de tensions géopolitiques et devant les incertitudes diplomatiques et sécuritaires, il est important dans un premier temps de traiter les relations bilatérales. Après la fin du régime de Moubarak en Egypte¹⁸, la région du Sinaï est devenue instable. L'accord qui a été signé entre Israël et le Caire portant sur l'exportation du gaz égyptien a été annulé. En revanche, Noble Energy qui exploite les champs israéliens de Tamar tente également de signer des contrats de vente avec l'Autorité palestinienne, l'Égypte et La Turquie. Ces derniers, étant deux grands consommateurs, Israël pourra se satisfaire économiquement en répondant à leur forte demande énergétique. Ces nouvelles données régionales sont donc susceptibles de valoir des synergies entre les nouveaux producteurs et les pays consommateurs.

Les incitations économiques peuvent-elles être suffisantes pour surmonter les obstacles de coopérations ?

Gaz du levant " diplomatiquement bloqué "

S'agissant du trio Israélo-Gréco-Chypriote, les relations diplomatiques étaient froides, car Nicosie et Athènes se méfiaient de Jérusalem, l'allié d'Ankara. La dégradation des relations turco-israéliennes¹⁹, va stimuler le rapprochement d'Israël de Chypre. Leurs coopérations pourraient s'accélérer par la volonté de construction d'une usine de liquéfaction de gaz qui ne semble pas être assez rentable pour Chypre seul, en vue de sa situation économique et de ses besoins limités.

¹⁸ Avec le déclenchement du "Printemps Arabes" en 2011

¹⁹ Alternatives Internationales, n°63, juin 2014, pp. 50-53.

Economiquement, Israël est confronté à de nombreuses difficultés en raison de l'augmentation des prix et de la dégradation des salaires et des services sociaux. L'utilisation domestique du gaz naturel peut assurer une économie plus durable en diminuant les coûts de production industrielle et donc plus compétitive. Au Liban, les avantages potentiels d'une offre intérieure de gaz sont immédiatement clairs; la fin des pénuries d'électricité, ralentissement de la hausse de la dette publique du Liban, la relance de l'économie, le développement social et la réduction de la pollution.

En 2010, le Liban souffrait de coupures quotidiennes d'électricité, parce que la demande dépassait 2.400 mégawatts aux heures de pointe, tandis que la production ne dépassait pas 1.500 mégawatts. En outre, la production est coûteuse et le carburant importé aussi ce qui provoque un déficit annuel de 1,5 milliards de dollars sur les revenus publics et génère des pertes sur l'économie nationale estimée à 2,5 milliards de dollars par an. Cette situation désastreuse pourrait certainement être améliorée en utilisant le gaz naturel et donc de réduire les coûts pour la consommation électrique.

Bien que les rivalités géopolitiques israélo-arabes soient déjà extrêmement difficiles à résoudre, la rivalité permanente entre Chypre et la Turquie devient une problématique de premier plan. La Turquie met en œuvre une diplomatie de la canonnière sur les questions géopolitiques dans la région. La République Turque du Nord n'est reconnue par aucun État à l'exception de la Turquie qui ressent comme une provocation l'ignorance de ses revendications sur les délimitations des ZEE. Des perspectives économiques communes pourront-elles amener les deux parties à trouver un accord ? En outre, ces ressources de gaz naturel soulèvent évidemment un certain nombre de questions d'ordre de sécurité quant à leur exploitation, mais aussi à leur exportation.

L'UE qui cherche à diversifier ses approvisionnements est une destination privilégiée. Le marché régional semble être plus logique, en vue des prix qui se sont dépréciés sur les marchés européens. Dans toutes les hypothèses, il sera donc nécessaire de refonder une stabilité régionale.

2. Différents Chemins d'Exportation

La Diplomatie des Tuyaux

L'Union Européenne, qui est un des marchés cibles, soutient le développement des nouveaux projets même s'ils ne peuvent se substituer les importations russes. Selon les projections de l'AIE²⁰, la dépendance de l'UE sur les importations de pétrole et de gaz, représente actuellement respectivement 80 % et 60 % de leur consommation d'énergie primaire et une hausse est attendue jusqu'en 2035. La plupart des importations de gaz naturel et de GNL de l'UE reposent sur quatre pays Russie, Norvège, Algérie et Qatar. En effet elle importe 25 % de son gaz de Russie.²¹

De ce point de vue, l'une des premières possibilités d'exportation soutenues par l'UE était le développement des usines de liquéfaction de gaz naturel à Chypre ou en Israël. Des installations onshore ou offshore dans la Méditerranée à Limassol (*cf. Carte 4*) puis son transfert vers l'Europe pouvaient être une option intéressante pour les deux parties.

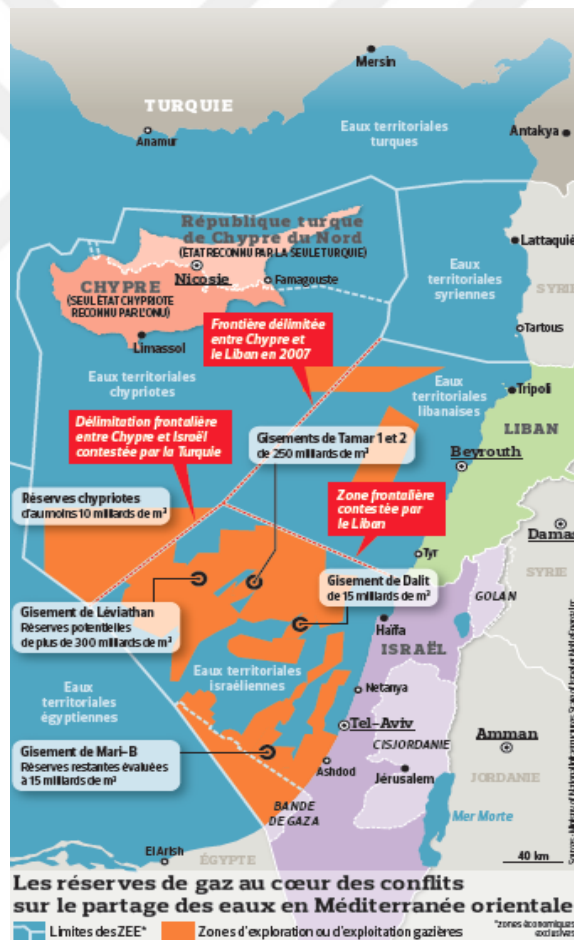
Dans tous les cas, la décision du gouvernement israélien est d'exporter 40% de sa production de gaz naturel pour des raisons politiques. L'idéal pour Israël serait d'exporter à travers des installations de GNL off shore ou on shore. Toutefois, en raison de problèmes de sécurité territoriale et environnementale, la construction d'une usine de liquéfaction sur le territoire israélien semble politiquement impossible. D'autres options incluent la

²⁰ Agence Internationale d'Energie

²¹ Agence Internationale d'Energie – World Energy Outlook 2014

construction d'un nouveau terminal à Chypre, où Delek et Noble²² ont des droits sur le jeu de gaz chypriote Aphrodite, et pourraient mettre en commun son gaz avec Israël. Pour Chypre, la construction d'un terminal à Vasilikos sur la rive sud de l'île est considérée comme une priorité qui peut fournir du revenu et d'emplois pour atténuer la crise financière du pays.

Par ailleurs le fait que les champs gaziers sont contigus à ceux de la bande de Gaza rend le projet compliqué et engendrera de nouveaux problèmes. La réalisation de ce projet paraît utopique au vu du coût exorbitant des investissements et de la quantité actuelle des découvertes. Sa faisabilité est donc fortement douteuse.



Carte 4 - Méditerranée Orientale

Sources: Ministère d'Infrastructures Nationales d'Israël et Noble Energy Inc.

²² Les deux principaux investisseurs dans la Tamar et Leviathan

a. Le Gazoduc directe vers l'Europe

Une seconde possibilité de trajet, qui semble être plus facile à mettre en œuvre, consiste en la construction d'un gazoduc reliant Israël à Chypre, puis Chypre à la Grèce via la Crète, pour enfin être relié au réseau européen (*cf. Carte 4*). Les relations entre Tel-Aviv, Limassol et Athènes sont bonnes mais elles ne peuvent pas échapper aux contestations de la Turquie. Le plan le plus ambitieux serait de construire un gazoduc sous-marin soit à la Turquie ou à Crète reliant le gaz directement au réseau européen, ce qui entraînerait un investissement de 2 milliards \$ à 3 milliards \$.

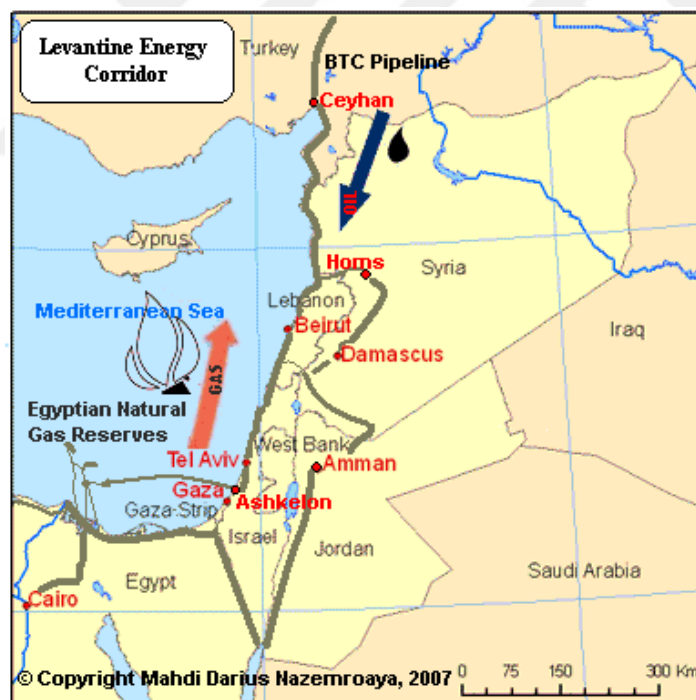


Carte 5 Pipeline Israël-Chypre-(Crète) Grèce

Même si cette stratégie est techniquement faisable, elle peut être financièrement compliquée en dépit d'autres découvertes. Afin de la rendre plus rentable, la possibilité de construction d'une usine de liquéfaction est apparue entre les deux parties. D'ailleurs, la réalisation de ce projet mettra en évidence d'autres considérations contradictoires. La Turquie est potentiellement plus importatrice que la Grèce, ce qui pourrait mettre en difficulté la logique des marchés.

b. Turquie en tant que "Hub Énergétique"

Un troisième schéma possible, techniquement et économiquement bien plus accessible, est celui de la construction d'un gazoduc sous-marin reliant Chypre à la Turquie, et un deuxième connectant Israël également au réseau turc. La construction d'une usine de liquéfaction n'étant pas justifiée par la quantité de gaz découverte, la possibilité d'un gazoduc fait envisager une solution turque. La Turquie a déjà un réseau de gazoducs qui pourrait faciliter l'accès au marché européen, tout en assurant son propre approvisionnement. Cette solution pourrait même ouvrir une voie aux réserves égyptiennes dans le cas d'une baisse des tensions dues au " Printemps Arabe" et d'une stabilisation de la situation politique locale, au demeurant fortement souhaitée par les puissances occidentales.



Carte 6 – Corridor d'Énergie Levantin

Dans ce cas, le gaz pourrait être transporté depuis le port d'Ashkelon vers le couloir énergétique israélien et être relié par un gazoduc israélo-turc jusqu'au port turc de Ceyhan, au nord de la frontière syrienne. Ceyhan est le dernier terminal du gazoduc BTC Transcaspienne qui part de Bakou, et traverse la Géorgie (Tbilissi) puis l'Anatolie orientale pour arriver à la Méditerranée (*cf. carte 7 – Annexe 4*). Ce gazoduc au parcours compliqué avait été conçu pour éviter le passage par la Russie et d'autres pays peu sûrs dans le contexte régional, ainsi que pour éviter le transport par les détroits turcs (Bosphore, Marmara et Dardanelles).

Ainsi, la Turquie pourrait réviser ses politiques avec des perspectives de devenir un "hub énergétique" ayant déjà accès au gaz russe et azéri. Cette solution reste toujours politiquement compliquée car elle suppose une forte coopération régionale avec la résolution du conflit gelé turco chypriote, la fin de la dispute turco israélienne et probablement aussi une stabilisation de la question syrienne. Ce schéma est privilégié d'une part par l'Europe qui veut diminuer sa dépendance au gaz russe et d'autre part par les États-Unis qui essaient de réconcilier leurs deux alliés turcs et israéliens.

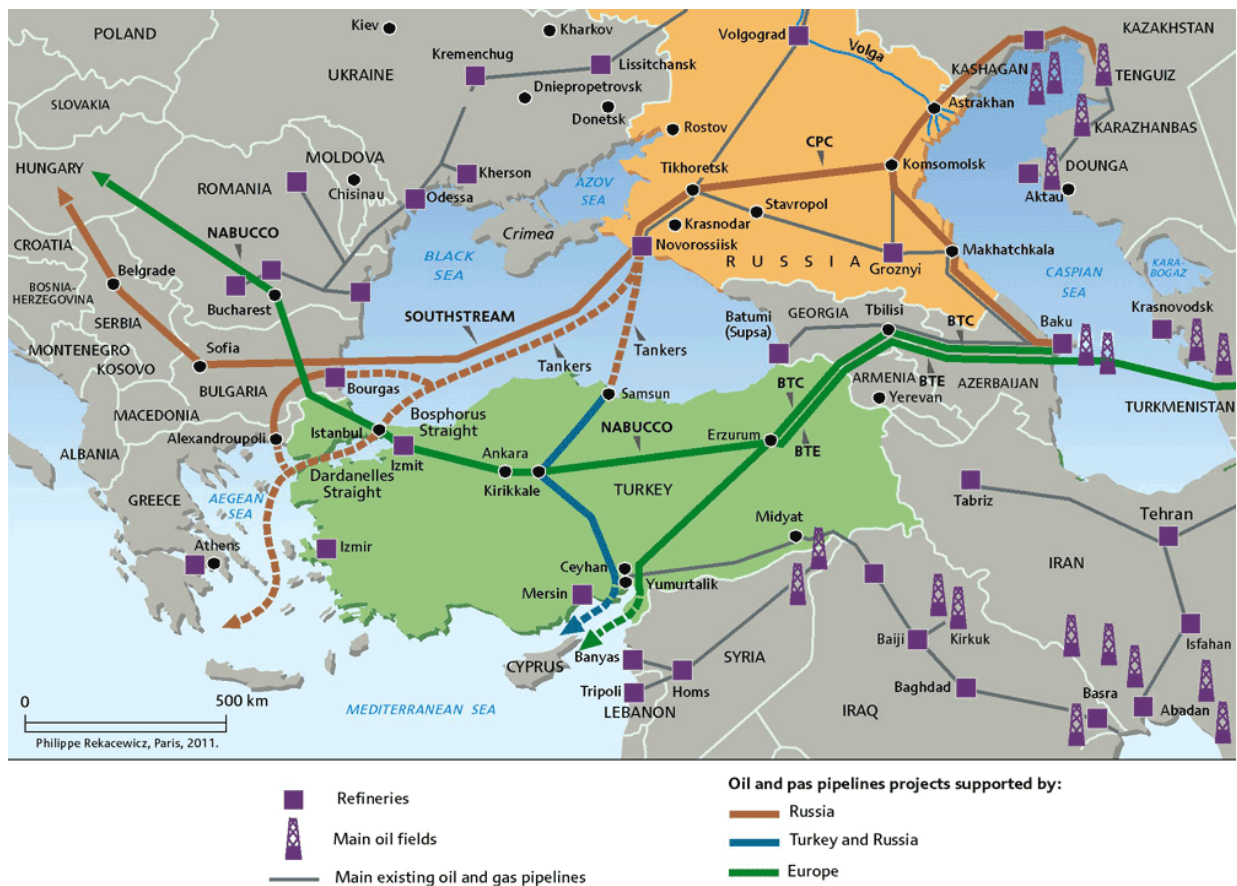
D'ailleurs un gazoduc reliant Chypre à la Turquie n'a même pas été envisagé du fait du contentieux sur le statut de l'île. Dans tous les cas, tous les projets portent un risque diplomatique dans le cas d'absence du règlement de la question chypriote bicommunautaire.



Carte 7 - Gazoduc sous-marin proposé entre Israël et Turquie

Source : Stratfor 2014

Il se dessine donc une carte complexe (Cf. Carte 8) mais dont on peut raisonnablement estimer que le point central, le "hub", se situe en Turquie, seul pays de la zone à être en mesure de canaliser les flux d'exportation vers l'Europe, que ce soit en provenance du Levant ou de plus loin, comme la mer Caspienne, la Péninsule Arabique et d'autres producteurs tels que l'Iran ou l'Irak, voire la Russie. Le principal concurrent de la Turquie apparaît être la Russie qui, au sud du pays, présente un bon positionnement avec ses débouchés sur la Mer Noire.



Carte 8 - Projets Energetique Europe et Moyen-Orient

Combiné un gazoduc de 292 mile entre Israël-Turquie avec un terminal à Chypre pourrait être commercialement viable et avantageuse pour toutes les parties, y compris l'UE. La construction de ce gazoduc sera une grande opportunité pour Chypre et pourra créer une chance pour Israël et la Turquie de rétablir leur partenariat stratégique.²³

"La sécurité énergétique réside dans la variété et la variété seule".²⁴ Comme l'avait dit Winston Churchill, les stratégies de coopérations seront définissant pour l'avenir des parties.

²³ Offshore Technology, 2014

²⁴ Yergin, 2006

III) Turquie : Un marché et un itinéraire

1. Quelle diplomatie énergétique turque en Méditerranée Orientale ?

La position géographique de la Turquie au carrefour stratégique entre l'Europe, le Moyen-Orient et la Russie fait d'elle un interlocuteur important. En outre, la Turquie voit le développement des ressources gazières dans la région comme un moyen de construire sa propre prospérité économique, aussi bien en tant que consommateur final que comme "hub" orienté vers l'Europe. Avec sa dépendance énergétique, la Turquie joue effectivement un rôle important en tant que grand importateur d'énergie.²⁵

Pendant des décennies, la Turquie a nourri l'ambition de devenir une plaque tournante du transport pour la livraison sur les autres marchés. De même, son but était de se consolider la sécurité énergétique pour ses besoins intérieurs croissants. (cf. Tableau)

Selon l'AIE, la Turquie a connu la plus forte croissance de consommation en énergie et elle est estimée de doubler d'ici à 2025 avec une vitesse de 6% par an. En 2012, la Turquie était le premier pays de l'OCDE en termes de croissance énergétique cela accroît considérablement sa dépendance aux énergies fossiles. Ainsi elle essaye de mettre en place son programme nucléaire avec deux projets en route. Même si elle cherche à diversifier ses ressources le charbon reste une ressource essentielle dans la production d'électricité en Turquie, en 2011 elle en a consommé 1600 milliards de pieds cubes.²⁶

²⁵ Importation plus ou moins 90% de son énergie consommée

²⁶ Selon OCDE

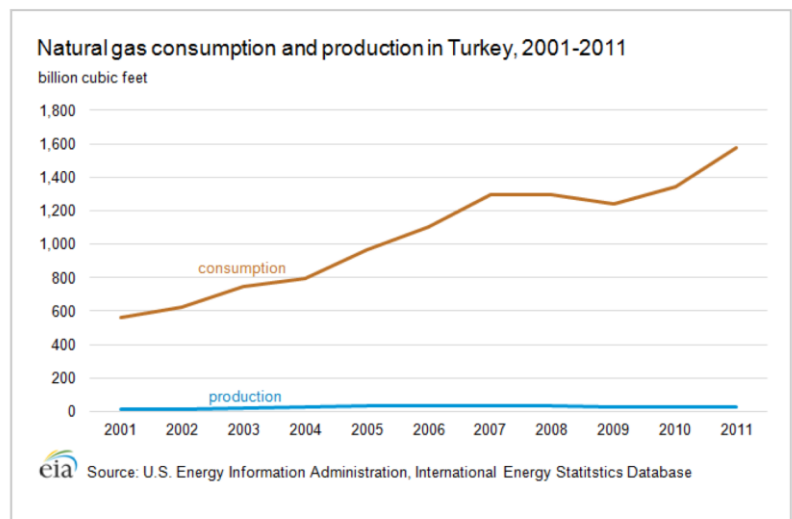


Tableau 1

Selon son intégration dans la stratégie régionale, le gaz naturel serait transporté par le réseau existant sur différents marchés ou consommé en Turquie, elle-même un importateur de gaz naturel non négligeable. A part les réseaux russes, azéri et iranienne existants, d'autres projets de gazoduc supplémentaires pourront être négociés avec les voisins arabes dans le cas où il y aurait un accord sur le gaz israélien.

2. *Le rapprochement Grèce – Chypre - Israël : un danger pour la Turquie ?*

La présence de ces ressources impose, en effet, un minimum de coopération mais, en raison des nombreux acteurs en présence, une collaboration franche semble être compliquée. La Turquie s'était méfiée de la coopération militaire Israël Chypre, qui s'ajoute aux relations déjà tendues avec Tel-Aviv. Elle avait immédiatement envoyé un navire dans le bassin du Levant. Le Ministre des affaires Européenne Turc, Egemen Bagis avait déclaré : "C'est pour cela que nous avons une armée".

D'un côté, les États-Unis sont sur tous les fronts : Lors d'une visite sur l'île chypriote, le Vice-Président américain, Joe Biden avait été le premier à faire une visite officielle à la RTCN. Il avait alors affirmé dans un communiqué aux médias turcs et chypriotes que, dans le cas du règlement du problème chypriote, et grâce à ses ressources en gaz naturel, Chypre pourrait devenir le leader de la Méditerranée orientale²⁷. Il avait aussi déclaré que ces nouvelles ressources énergétiques dans la Méditerranée orientale contribueraient aux besoins énergétiques de l'UE. Biden a attiré l'attention sur le fait que la meilleure solution devrait englober les deux communautés et permettre un partage équitable tout en respectant les ZEE.

D'un autre côté, Amos Hochstein, le secrétaire d'État adjoint américain à l'Énergie, a joué un rôle décisif dans la conclusion d'un contrat entre les partenaires de Tamar, Noble Energy et les sociétés jordaniennes Arab Potash et Jordan Bromine conclu en 2014²⁸.

Pour la première fois on peut observer une réelle volonté de contenir les tensions, peut-être pour permettre à Israël de profiter pleinement de son potentiel gazier et dans le but d'apaiser la région. Par contre, le journal Politis Grecque a souligné que la question de Chypre ne pourrait être résolue par une intervention extérieure²⁹.

²⁷ Message de Biden sur la Chypre, Journal de Cumhuriyet, Mai 2014

²⁸ Investisseurs, Noble Energy

²⁹ Biden'in Kıbrıs Mesajları, Cumhuriyet gazetesi, Mai 2014

Des défis politiques compliqués

L'opinion publique turque semble accepter davantage un accord gazier avec l'Égypte qu'avec Israël, bien sûr dans le cas où cela serait avantageux économiquement. Ce choix pourrait écarter les perspectives d'exportation pour le consortium israélo-américain. Malgré une rhétorique dure de la Turquie envers Chypre et Israël, les investissements privés pourraient avoir de fortes retombées économiques. La Turquie représente à la fois un important client potentiel et un point de passage privilégié vers l'Europe, mais impraticable sans un accord mettant fin à la partition de Chypre. Pour l'île, la meilleure façon de parvenir à une prospérité économique et de construire son avenir sera sans doute de résoudre ce problème.

CONCLUSION - Une chance pour une percée

Le "Gaz du Levant" est donc susceptible de favoriser au niveau régional l'indépendance énergétique de certains pays, voire d'en faire des exportateurs de gaz. En revanche, à notre avis, elle ne devrait pas pour autant bouleverser la donne énergétique mondiale. Le processus de négociations entre les États riverains sur les ZEE a augmenté les tensions. La relation de la Turquie avec Chypre s'inscrit dans la rivalité helléno-turque et ses relations avec Israël se sont détériorées pour des raisons qui ne sont pas que religieuses mais aussi géopolitiques dans la mesure où la Turquie subit les contrecoups de l'instabilité régionale.

La région présente donc encore beaucoup d'incertitude en termes de sécurité d'approvisionnement. Un autre défi est que toute coopération dans le domaine de l'énergie doit être politiquement acceptable, mais aussi commercialement rentable et techniquement faisable pour l'ensemble des parties.

La Turquie est un terminal de gaz important et elle est considérée comme une alternative supplémentaire pour la diversification de l'approvisionnement en gaz naturel de l'UE. Accéder au réseau européen par Chypre et Israël pourrait permettre de baisser les coûts d'accès au marché européen. L'option de mettre en place des installations directes vers la Crète semble être difficile et écartera la Turquie. Une solution turque engendrerait aussi une nouvelle situation de coopération entre la Turquie et le Liban, qui permettrait au Liban de se mettre au premier plan devant l'UE.

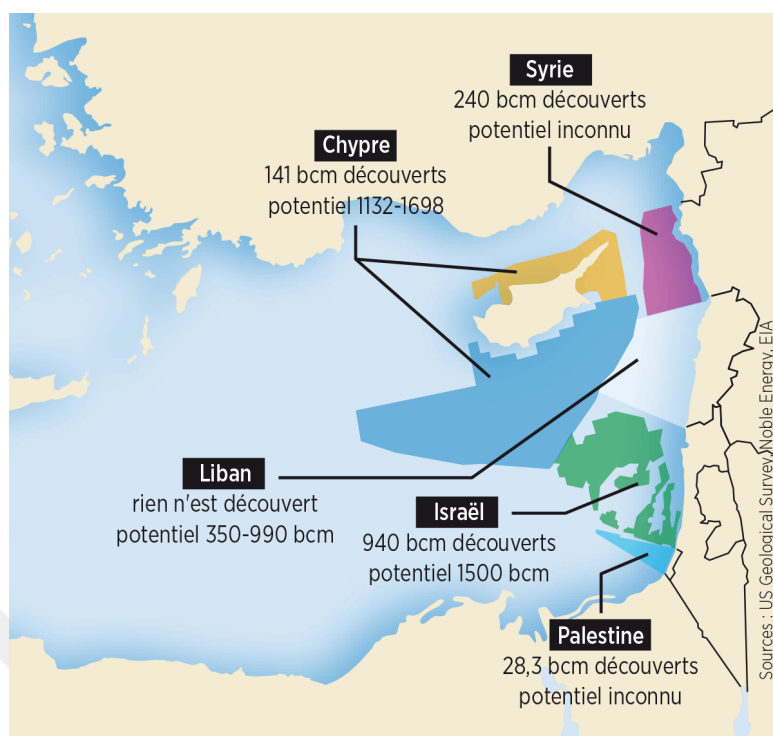
La situation est d'autant plus complexe que des acteurs tiers influencent les parties. Il y a deux conséquences majeures de ces différends. Les États unis, pour leur part, tentent de consolider Ankara comme partenaire stratégique dans le cadre de l'OTAN et ne soutiennent pas un projet israélo-chypriote qui isolera la Turquie. D'autre part la Russie, en fournissant déjà l'UE et la Turquie en tant que marchés d'exportation est contre le passage du gaz par la Turquie pour ne pas perdre ses parts de marché.

On peut donc dire que les ressources énergétiques du Levant sont trop petites pour impacter le marché international, mais qu'elles sont suffisamment importantes pour peser sur la géopolitique du Proche-Orient. Elles font donc partie d'un fragile processus de paix et, comme prérequis, d'une stabilisation entre les nombreux intérêts en présence. Un raisonnement immédiat laisse penser que les opportunités économiques peuvent

l'emporter sur d'autres considérations. Pourtant, en même temps, l'histoire démontre que les hydrocarbures ont rarement été source de paix mais qu'ils sont plus souvent à l'origine de conflits ou de revendications. Aucun pays de la région n'est à l'abri de frustrations énergétiques. Sur une base historique encore très instable, un accord global qui pourrait satisfaire les investisseurs et les clients, en particulier européens apparaît à la fois comme indispensable et hypothétique. Comme disait le Général de Gaulle, dans ses "Mémoires de guerre" : «Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples».



ANNEXES



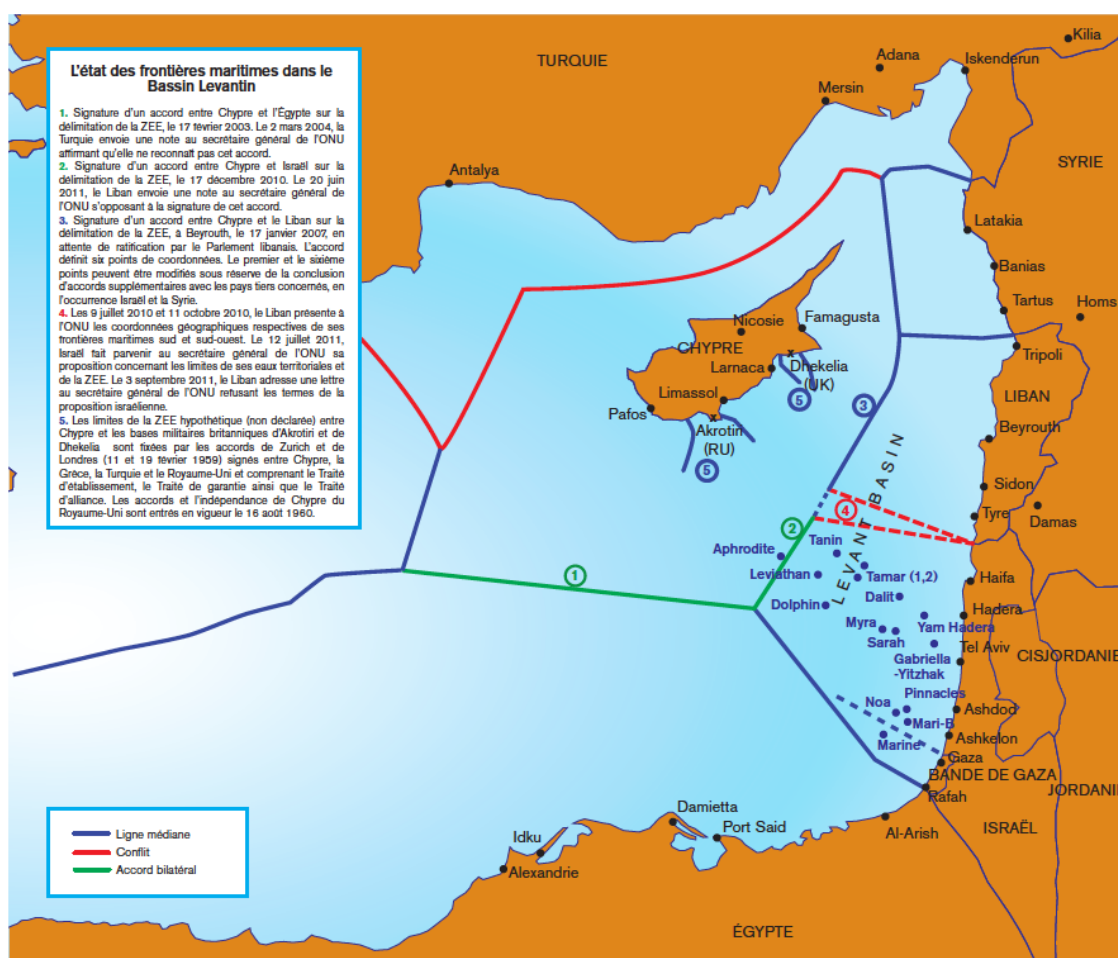
Annexe 1- Récentes Découvertes dans le Bassin Levantin

Recent natural gas discoveries in the Levant Basin

Country	Discovery date	Field name	Estimated recoverable reserves (Tcf)	Year of first production
Cyprus	2011	Aphrodite	7	2017
Israel	1999	Noa	0.04	2012
	2000	Mari-B	1.5	2004
	2009	Dalit	0.5	2013
	2009	Tamar	10	2013
	2010	Leviathan	18	2016
Annexe 2				
	2012	Tanin	0.3	unknown
	2012	Tanin	1.2	unknown
	2013	Karish	1.8	unknown
Palestinian Territories	2000	Gaza Marine	1	unknown

Sources: EIA estimates, IHS, Oxford Institute for Energy Studies, Oil & Gas Journal, company reports, trade press

Carte A.17 | Frontières maritimes et principaux gisements gaziers dans le bassin Levantin



Principaux gisements gaziers dans le Bassin Levantin

GISEMENT	LICENCE (BLOC)	Réserves de gaz estimées	Découverte	Start de production	Droits d'exploration des partenaires
Aphrodite (Cyprus A)	12	5 to 8 tcf (142 to 227 bcm)	Décembre 2011	2015-2017	Noble Energy (70 %, exploitant). (L'appel d'offres pour la deuxième série de licences d'exploration, lancé par Chypre en mai 2012, est en cours.)
Leviathan	Rachel / Amit	17 -21 tcf (481.1 - 594 bcm)	Juin 2010	2015-2018	Avner (22,67 %) ; Delek Drilling (22,67 %) ; Ratio Oil Exploration (15 %) Noble Energy (39,66 %, exploitant)
Tamar	Matan	5 - 8.4 tcf (141.5 - 237.7 bcm)	Janvier 2009	Avril 2013	Noble Energy (36 %, exploitant) ; Isramco Negev 2 (28,75 %) ; Delek Drilling (15,625 %) ; Avner (15,625 %) ; Dor Gas (4 %)
Dalit	Michal	0.5 tcf (14.15 bcm)	Mars 2009	2013-2014	Noble Energy (36 %, exploitant) ; Isramco Negev 2 (28,75 %) ; Delek Drilling (15,63 %) ; Avner (15,63 %) ; Dor Gas (4 %)
Noa	Noa	0.04 tcf (1.3 bcm)	Juin 1999	Juin 2012	
Mari-B	Asqelon	0.97 tcf (27.52 bcm) Épuisement prévu pour décembre 2012	Février 2000	2004	Joint-venture Yam Tethys : Noble Energy (47,059 %, exploitant) ; Delek Drilling (25,5 %) ; Avner (23 %) ; Delek Investment (4,4 %)
Pinnacles		0.04 tcf (1.3 bcm)	Mars 2012	Juillet 2012	
Tanin	Alon A	1.2 tcf (33.96 bcm)	Janvier 2012	n/a	Noble Energy (47 %, exploitant) ; Delek Drilling (26,5 %) ; Avner (26,5 %)
Dolphin	Hanna	2.87 tcf (81.3 bcm)	Janvier 2012	n/a	Noble Energy (39,6 %, exploitant) ; Delek Drilling (27,67 %) ; Avner (27,67 %) Ratio Oil Exploration (15 %)
Sarah and Myra	Sarah, Myra	0.23 tcf (6.5 bcm)	Novembre 2012	2015-2016	Emanuelle Energy (43,78 %) ; ILDC (5 %) ; Blue Water (8,78 %) ; Modiin Energy (19,28 %) ; IDB Holdings (5 %) ; GeoGlobal Resources (5 %, exploitant)
Yam Hadera	Yam Hadera	1.4 tcf (39.62)	Décembre 2011	n/a	Modiin Energy (100 %, exploitant)
Gabriella and Yitzhak	Gabriella, Yitzhak	1.4 - 1.8 tcf (39.62 - 50.94 bcm)	Décembre 2011	Fin 2012	Modiin Energy (70 %, exploitant) ; Adira Energy Israel Ltd. (15 %) et Brownstone Energy Inc. (15 %)
Marine	Gaza Marine	1.4 tcf (39.62 bcm)	2000	n/a	British Gas (60 %, exploitant) ; Consolidated Contractors (CCC) (30 %) ; Investment Fund of the Palestinian Authority (10 %)

Elaboration propre. Source : Nations Unies ; Flanders Marine Institute (VLIZ) ; Noble Energy et SubSeaIQ.

Annexe 3

Selected Oil and Gas Pipeline Infrastructure in the Middle East



Annexe 4



Annexe 5

BIBLIOGRAPHIE

- Amiot, Hervé, *Le Gaz en Méditerranée Orientale : Une nouvelle donne pour Israël*, Décembre 2013
- Amsellem, David, *Syrie, une guerre aussi menée pour le gaz ?*, Mars 2015
- Bilge Adamlar Kurulu Raporu, No :5, *Doğu Akdeniz'de Enerji Keşifleri ve Türkiye*, 2013
- Bryza, Matthew, *Israel-Turkey Pipeline Can Fix Eastern Mediterranean* - Bloomberg, January 2014.
- Centre Arabe de Recherche et d'études Politiques, *L'impact géopolitique des découvertes de gaz naturel dans le bassin de méditerranée de l'est*, Décembre 2012
- De Boncourt, Maïté, *Le Proche-Orient met les gaz*, 2014
- De Boncourt, Maïté, *Offshore Gas in East Mediterranean: From Myth to Reality*, Center for Energy & Contemporary Turkey Program 2013
- Eastern Mediterranean: U.S. Geological Survey, *Assessment of undiscovered oil and gas resources of the Levant Basin Province*, 2010 -
- International Energy Agency, "Energy Policies of IEA Countries - Turkey, Review," 2012.
- Ioannou C., *Cyprus: Exploring the Evaluation of the East Mediterranean new energy hub*, Cyprus Natural Gas Public Co. , 2013
- Kashi, David, *Israel, Lebanon and the Eastern Mediterranean's Oil and Gas, A Source of Conflict Or Peace?* - International Business Times, October 2013.
- Marchand, Laure, *La Méditerranée orientale aiguise les appétits*, 2011
- Marcou, Jean, *La Turquie confrontée à une offensive diplomatique gréco-égyptienne en Méditerranée orientale*, 2014
- Melikoglu, M., "Vision 2023: Forecasting Turkey's natural gas demand between 2013 and 2030," *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, Vol. 22, June 2013, pp. 393-400.
- Merchet, Jean-Dominique, *L'enjeu des nouvelles réserves de gaz en Méditerranée orientale*, L'opinion 2014
- Ministère de l'Énergie en Turquie, *Gaz Naturel de l'Europe*, 2014.
- Patterson, Gardner. "Israel's Economic Problems." *Foreign Affairs*.

- Pérouse, Jean-François, *La Méditerranée Turque*, 2015
- *Plan Stratégique 2010-14*, Ministère d'Énergie et Ressources Naturel, Turquie
- Prof Dr. Üşemezsoy, Şener, *Petrol-doğalgaz alanında Türkiye-İsrail savaşı*
- Reed, John (2013), *Gaza Strip Gas Project poised for approval*, Financial Times, October 2013
- Revues Confluences, *La question énergétique en Méditerranée* (N° 91), 2014 /4
- RTBF, *Le Gaz de Gaza : la face cachée d'une guerre*, 25 juillet 2014
- *Sécurité d'Offre d'Énergétique*, Agence International d'Énergie, 2014
- Sukkarieh Mona E., *Le gaz en Méditerranée orientale : une opportunité de stabiliser une région sous tension ?*, Le commerce du Levant, Avril 2014
- Tsakiris T., *The Hydrocarbon Potential of the Republic of Cyprus and Nicosia's Export Options*, Journal of Energy Security, 2013
- Zecchini, Laurent, *Le grand jeu stratégique et énergétique en Méditerranée*, 28 février 2014

WEBOGRAPHIE

- "Analyse Pays: Turquie," US Energy Information Agency, updated Apr. 17, 2014, www.eia.gov.
- "Oil and Gas Emergency Policy-Turkey 2013 update," International Energy Agency, pp. 19, www.iea.org.
- EIA, *Exploration de gaz naturel dans la Méditerranée de l'Est 2013*
<http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=12611>
- Israeli-energy http://israelenergy.hypotheses.org/?lang=de_DE
- *Le Gaz en Méditerranée orientale, Les clés du Moyen-Orient*,
www.lesclesdumoyenorient.com/Le-gaz-en-Mediterranee-orientale.html
- Lemonde.fr, *La concurrence dans le domaine du gaz en Méditerranée est une bonne chose*, 9 Septembre 2015
- Offshore Technology, *Leviathan Gas Field, Levantine Basin, Mediterranean Sea, Israel*, 2014 - www.offshore-technology.com/projects/leviathan-gas-field-levantine-israel/r
- www.export.gov.tr Ministère pour le commerce de la Turquie

